



1 - Actualité nationale et internationale

.....

Réforme du crédit à la consommation et du surendettement

La loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation a été publiée au Journal Officiel de la République du 2 juillet 2010. Ce texte vise à rendre le crédit à la consommation plus responsable afin de lutter contre le surendettement et transpose la directive européenne 2008/48/CE du 23 avril 2008 sur le crédit à la consommation. Les principales dispositions de la loi entreront en vigueur au fur et à mesure de la publication des décrets d'application selon le calendrier présenté par Mme Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi :

- juillet-août 2010 : suppression des pénalités libératoires versées au Trésor par les personnes en interdictions bancaires pour obtenir la radiation du fichier central des chèques ; création du comité de préfiguration chargé de la remise du rapport sur la création d'un registre national des crédits (fichier positif) ;
- septembre 2010 : encadrement de la publicité ; développement du microcrédit, choix donné aux consommateurs en matière d'assurance emprunteur, encadrement des rachats de crédit ;
- novembre 2010 : réforme du surendettement et du FICP avec la réduction de la durée des plans de surendettement de 10 à 8 ans, le raccourcissement de 6 à 3 mois des délais pour décider de l'orientation des dossiers, la suspension automatique des voies d'exécution à la recevabilité du dossier et interdiction pour le débiteur de payer les dettes nées avant la recevabilité, l'obligation d'assurer la continuité des services bancaires lorsqu'un client dépose un dossier de surendettement, le raccourcissement des durées d'inscription au FICP de 8 à 5 ans ;
- avril 2011 : réforme du taux d'usure pour le crédit à la consommation par le passage d'un système de taux d'usure dépendant de la nature du crédit à un système fondé sur le montant des crédits pour réduire les taux d'usure et encourager le développement du crédit amortissable ;
- mai 2011 : encadrement du crédit renouvelable ; choix laissé au consommateur sur le type de crédit (amortissable ou renouvelable) pour un achat supérieur à 1 000 euros en magasin ou sur Internet ; obligations pré-contractuelles (obligation pour le prêteur de consulter le Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers pour vérifier la solvabilité de l'emprunteur, établissement d'une fiche de dialogue par les cocontractants pour les crédits souscrits sur le lieu de vente ou à distance, allongement du délai de rétraction de 7 à 14 jours) ; interdiction de conditionner les avantages commerciaux à l'utilisation à crédit des cartes de fidélité et ouverture de la possibilité de régler au comptant, l'utilisation de la fonction de crédit de la carte nécessitant l'accord exprès du consommateur.

Frais bancaires

Rapport sur la tarification des services bancaires

MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans ont remis à Mme Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, le 8 juillet 2010, le rapport sur la tarification des services bancaires. Le rapport préconise notamment :

- d'accroître la lisibilité, la transparence et la comparabilité des frais bancaires (établissement d'une liste standardisée des 10 principaux tarifs bancaires en tête des plaquettes tarifaires, mission d'évaluation et de suivi des tarifs bancaires confiée au CCSF y compris sur les tarifs en outre-mer) ;
- d'aider les clients les plus vulnérables à maîtriser leurs frais bancaires (proposition d'un pack sécurité comprenant une carte de paiement à autorisation systématique plutôt qu'un chéquier, développement des systèmes d'alerte par SMS ou email) ;

- de mettre en place une nouvelle génération de forfaits bancaires (packages) plus adaptés aux besoins des consommateurs ;
- d'améliorer le traitement des incidents de paiement, notamment pour les clientèles fragiles afin de réduire les frais associés.

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

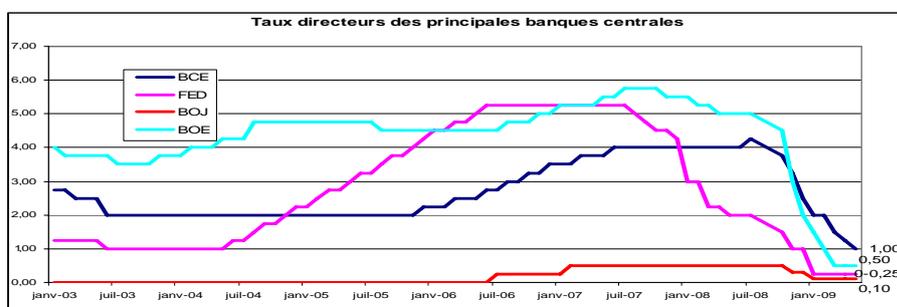
http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708_rap_Pauget_Constans.pdf

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 8 juillet 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 « l'économie de la zone euro devrait croître à un rythme modéré et encore irrégulier, dans un contexte de forte incertitude ».

Le Comité monétaire de la FED a maintenu le 22 juin 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. En mai 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,2 % par rapport à avril. Les prix à la consommation mesurés en mai sur un mois ont reculé de 0,2 % et progressé en glissement annuel de 2 %. La production industrielle a augmenté de 1,2 % par rapport à avril. Les États-Unis d'Amérique ont détruit 150 000 emplois en juin. Le taux de chômage recule de 0,2 point à 9,5 % de la population active.



Chômage

Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et stabilité du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 699 600 à fin mai 2010, soit une hausse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 22 600 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 7,1 % (+ 7,3 % pour les hommes et + 6,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 18,9 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en mai 2010, inchangé par rapport à avril. Il était de 9,4 % en mai 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en mai 2010. Il était de 8,9 % en mai 2009.

Inflation

Légère reprise de l'inflation en France et recul sensible dans la zone euro

En mai 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,4 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,4 % en juin 2010. En mai, il était de 1,6 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 juin 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En mai 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 0,1 % après une hausse de 1,3 % en avril. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,2 % sur un an en mai. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2 % contre 5,1 % en avril. En mai 2010, les exportations japonaises ont augmenté de 32,1 % sur un an, les importations de 33,4 % et l'excédent commercial a atteint 2,93 milliards d'euros.

En mai 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 16,5 % en glissement annuel. En mai 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,1 % sur un an contre 2,8 % en avril. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 48,5 % et de 48,3 % au mois de mai. L'excédent commercial s'est élevé à 19,5 milliards de dollars contre 1,7 milliard en avril.

La Chine annonce un assouplissement du régime de change

La banque centrale de Chine a annoncé le 19 juin 2010 un assouplissement progressif du régime de change du yuan ainsi que l'abandon de la politique d'indexation sur le dollar mise en place en 2008.

Publications de l'IEOM

Rapport annuel 2009

A l'occasion de la sortie des rapports annuels de l'IEOM et de l'IEDOM au titre de l'exercice 2009, M. Yves Barroux, directeur général de l'IEOM et de l'IEDOM, a présenté une synthèse des principales évolutions ayant affecté les économies ultramarines ainsi que les tendances de l'année 2010 lors d'une conférence de presse organisée le 23 juin 2010 au siège des Instituts d'émission à Paris.

Le rapport annuel et les monographies géographiques de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet (www.ieom.fr).

2 – Actualité régionale

Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 juin 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En mai 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 0,1 % après une hausse de 1,3 % en avril. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,2 % sur un an en mai. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2 % contre 5,1 % en avril. En mai 2010, les exportations japonaises ont augmenté de 32,1 % sur un an, les importations de 33,4 % et l'excédent commercial a atteint 2,93 milliards d'euros.

Chine

La Chine annonce un assouplissement du régime de change

En mai 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 16,5 % en glissement annuel. En mai 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,1 % sur un an contre 2,8 % en avril. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 48,5 % et de 48,3 % au mois de mai. L'excédent commercial s'est élevé à 19,5 milliards de dollars contre 1,7 milliard en avril.

La banque centrale de Chine a annoncé le 19 juin 2010 un assouplissement progressif du régime de change du yuan ainsi que l'abandon de la politique d'indexation sur le dollar mise en place en 2008.

Australie

Nomination de Julia Gillard au poste de Premier ministre

Suite à la démission de Kevin Rudd en raison, notamment, du conflit créé par le projet de taxation des profits du secteur minier, Julia Gillard a été nommée, le 24 juin, Premier ministre de l'Australie. Elle devient ainsi la première femme à accéder à ces fonctions.

Pour la première fois depuis mars 2009, l'Australie affiche, en avril 2010 un excédent commercial de 134 millions de dollars australiens. Sous l'effet de l'augmentation de la demande chinoise en produits miniers, les exportations ont, en avril 2010, augmenté en valeur de 10,7 % par rapport à mars 2010, tandis que les importations sont restées à un niveau stable. Le taux de chômage s'établit à 5,2 % en mai 2010 contre 5,4 % en avril 2010, avec 25 000 chômeurs de moins par rapport au mois précédent. La banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 6 juillet, de maintenir son taux directeur à 4,5 %.

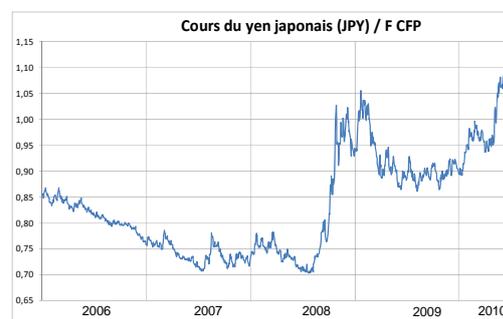
Nouvelle-Zélande

Progression de l'activité néo-zélandaise

Au premier trimestre 2010, l'activité économique de la Nouvelle-Zélande poursuit son redressement et s'améliore de 0,6 % par rapport au dernier trimestre de 2009. Néanmoins, sur un an, le PIB se contracte de 0,4 %. Le secteur primaire (+1,7 %) et l'industrie manufacturière (+1,6 %) contribuent significativement à cette nouvelle évolution trimestrielle. La consommation des ménages néo-zélandais a augmenté de 0,2 % au premier trimestre 2010, après une progression de 0,8 % au dernier trimestre 2009. Les ménages ont particulièrement accru leurs achats de biens durables (+2,0 %) et légèrement diminué leurs dépenses en biens non durables (-0,7 %) et en services (-0,1 %). Les dépenses publiques ont progressé, pour le troisième trimestre consécutif, de 1,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2009. Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle depuis mars 2008.

Parité des monnaies

Stabilisation du yuan et reprise de la progression du yen



Volatilité forte des dollars australien et néo-zélandais



3 – Brèves économiques locales

VIII^{ème} Comité des signataires de l'Accord de Nouméa

Le VIII^{ème} Comité des signataires de l'Accord de Nouméa s'est réuni, le 24 juin, à Paris sous la présidence du Premier ministre, François Fillon.

Il a été présenté, lors de la réunion, l'état d'avancement des travaux relatifs aux transferts de compétence dans les domaines de l'enseignement et de la police et sécurité de la circulation aérienne et maritime. En outre, les modalités des transferts de compétences concernant la sécurité civile, le droit civil et le droit commercial, ont été arrêtées par le Comité.

Le gouvernement français a exposé les grands axes de la nouvelle génération des contrats de développement : le total des crédits alloués pour la période de 2011-2015 s'élèvera à 44 milliards de F CFP, soit un montant équivalent à la précédente enveloppe.

Dans le prolongement du schéma de mise en valeur des richesses minières, adopté par le Congrès de Nouvelle-Calédonie le 18 septembre 2009, le Comité a proposé l'élaboration d'un schéma industriel pour assurer une cohérence entre ce secteur et les grands projets métallurgiques.

Dans la perspective, après 2014, de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté, le Comité des signataires a décidé la création d'un comité de pilotage, chargé d'approfondir les éléments de discussion de la consultation, par le recueil de données et d'exemples issus des pays insulaires du Pacifique notamment.

Conformément au point 1.5 de l'Accord de Nouméa sur les signes identitaires, le Comité a approuvé qu'une loi du pays relative à l'hymne, la devise et le graphisme des billets de banque soit soumise au vote du Congrès avant le 31 août 2010. Concernant le nom du pays et le drapeau, le Comité recommande l'engagement de travaux sur ces problématiques et propose, provisoirement, d'adopter, côte à côte, le drapeau tricolore et celui du FLNKS.

Nominations

Le Conseil des ministres du gouvernement français a nommé M. Michel Jeanjean au poste de préfet, administrateur supérieur des Îles Wallis-et-Futuna et M. Hadelin de la Tour de Pin Chambly de la Charce, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de la Communauté du Pacifique et secrétaire permanent pour le Pacifique.

Ouverture du port industriel de Vavouto

Un premier navire international, transportant du matériel pour la construction de l'usine du Nord, a accosté, le 8 juin, au quai principal du port de Vavouto. La mise en service du quai, partiellement achevé, permettra d'accueillir en août quatre des dix-sept modules constituant l'usine et l'ensemble des équipements nécessaires à leur montage.

Production d'un nickel non raffiné par Vale Nouvelle-Calédonie

Suite à l'accident du 21 avril, ayant entraîné la suspension des activités sur l'ensemble de l'unité d'extraction de l'usine du Sud, Vale a décidé la mise en production, à partir de juillet, d'un nickel non raffiné. La vente de ce produit intermédiaire, composé à 40 % de nickel, est prévue sur une période de six à huit mois.

Hausse des prix des carburants

Depuis le 1^{er} juillet 2010, le prix du litre d'essence s'élève à 140 F CFP (+0,7 % par rapport au mois précédent) et celui de gasoil à 113 F CFP (+3,9 %). L'augmentation du cours du pétrole durant les premiers mois de 2010, combinée à l'appréciation du dollar par rapport à l'euro, explique ces nouvelles hausses.

Médipôle de Koutio

La ville de Dumbéa a délivré, le 14 juin, le permis de construire du Médipôle de Koutio. Ce projet, validé par une délibération du Congrès du 16 septembre 2009, doit réunir, en un même lieu, l'ensemble des grandes infrastructures médicales de Nouvelle-Calédonie. D'un montant estimé à 44 milliards de F CFP, les travaux du Médipôle devraient débuter en juillet 2010, pour une ouverture prévue en 2015.

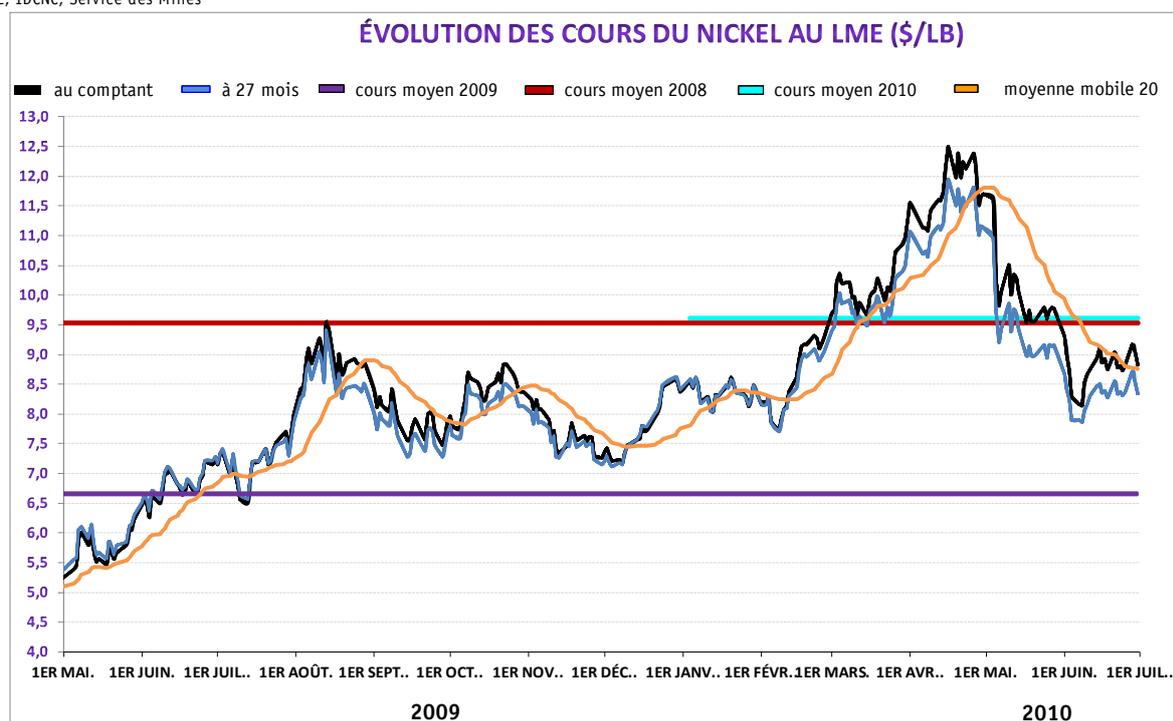
Modification de la loi du pays sur l'aide au logement

Le Congrès de Nouvelle-Calédonie a adopté, les 21 et 29 juin, les modifications de la loi du pays du 13 avril 2007 et de la délibération du 18 avril 2007 sur l'aide au logement. Les loyers de référence pouvant donner accès à une aide au logement ont été révisés à la hausse, pour correspondre aux réalités du marché et permettre d'étendre ce dispositif aux logements du parc privé. De plus, l'aide au logement est élargie aux étudiants et aux personnes âgées. Ces modifications devraient concerner, d'ici deux ans, 4 000 foyers contre 2 500 actuellement.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		juin-10	135,4	0,6%	3,4%
Nombre de demandeurs d'emploi		mai-10	7 363	-9,6%	10,8%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mai-10	8 500	-0,8%	26,3%
	cumulées	mai-10	40 752	-	35,7%
Importations	mensuelles	mai-10	19 485	-6,5%	24,9%
	cumulées	mai-10	96 330	-	9,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		juin-10	8,79	-11,9%	29,6%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		juin-10	858,27	-9,5%	48,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mai-10	168	-58,9%	-40,6%
	cumulées	mai-10	1 389	-	40,0%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	mai-10	4 448	19,0%	14,9%
	cumulées	mai-10	22 861	-	2,5%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	mai-10	7 605	10,0%	-0,5%
	cumulés	mai-10	34 292	-	-12,4%
• Nuitées	mensuels	mai-10	43 714	7,0%	-9,7%
	cumulés	mai-10	210 786	-	-15,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mai-10	54,90%	+ 2,3 pts	+ 2,4 pts
• Croisiéristes	cumulés	mai-10	61 568	-	-4,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juin-10	15 023	31,3%	18,9%
	cumulées	juin-10	78 264	-	13,0%
• Index BT 21 (p)		mai-10	130,92	0,6%	-0,6%
• IRL (p)		mai-10	108,00	0,1%	-1,2%
CREVETTES					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mai-10	126	ns	-10,6%
	cumulées	mai-10	391	-	-16,6%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mai-10	171	ns	ns
	cumulées	mai-10	551	-	0,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mai-10	498	-15,4%	-12,8%
	cumulées	mai-10	2 858	-	-3,2%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

La masse monétaire continue de progresser sensiblement

en millions de F CFP	mai-08	mai-09	mai-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 081	12 647	13 580	4,7%	7,4%
Dépôts à vue	170 407	185 697	205 877	9,0%	10,9%
Total M1	182 488	198 344	219 457	8,7%	10,6%
M2-M1	71 086	83 986	91 589	18,1%	9,1%
Total M3	393 809	429 693	488 517	9,1%	13,7%

Concours de caractère bancaire

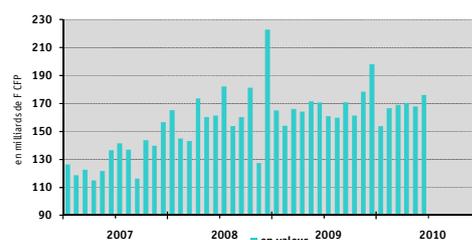
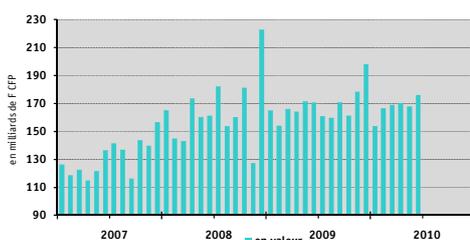
Le rythme de croissance des concours reste soutenu

en millions de F CFP	mars-08	mars-09	mars-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	302 030	346 176	385 607	14,6%	11,4%
Ménages	281 422	308 911	332 827	9,8%	7,7%
Collectivités locales	42 769	36 743	45 986	-14,1%	25,2%
Autres agents de CCB non ventilés	8 011	9 836	11 022	22,8%	12,1%
Total concours sain	634 232	701 665	775 442	10,6%	10,5%
Créances douteuses brutes	14 743	14 353	15 602	-2,6%	8,7%
Total concours brut	648 975	716 019	791 044	10,3%	10,5%

Compensation

Légère hausse de la croissance des échanges de valeurs sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	juin-10	1 639 063	3,6%	-0,3%
	cumulée	juin-10	9 916 587	-	2,4%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	juin-10	176,0	4,9%	3,1%
	cumulée	juin-10	1 003,3	-	1,2%



Incidents de paiements

Des incidents de paiements stables sur le premier semestre par rapport au premier semestre 2009

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	juin-10	1 712	-3,9%	11,2%
	cumulés	juin-10	10 928	-	-0,8%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	juin-10	151	24,4%	5,8%
	cumulés	juin-10	904	-	-3,6%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Accélération de la croissance des interdits bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	juin-10	6 505	1,6%	8,0%
	dont personnes physiques	juin-10	5 798	1,3%	7,6%
	dont personnes morales	juin-10	707	4,3%	11,2%

Cotation

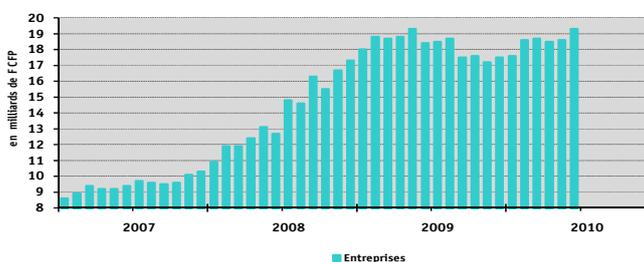
Le nombre d'entreprises cotées continue d'être en retrait sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	juin-10	7 906	0,1%	-3,4%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juin-10	3 387	2,5%	-2,6%	

Refinancement des entreprises

Le réescompte repart à la hausse

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juin-10	19,3	3,7%	4,9%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	juin	131,0	135,4	3,4
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	juin	47 380	51 324	8,3%
	dont nb d'entreprises individuelles (a)			
créations d'entreprises	juin	41 317	45 081	9,1%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 281	1 473	15,0%
liquidations judiciaires (nb)	mars	806	641	-20,5%
redressements judiciaires (nb)	mars	22	32	45,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	15	11	-26,7%
ventes de ciment local (tonnes)	juin	636	707	11,2%
importation ciment (tonnes)	juin	67 627	78 052	15,4%
total ciment (tonnes)	juin	1 640	212	-87,1%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	69 267	78 264	13,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juin	13 723	15 935	16,1%
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	4 977	3 865	-22,3%
	mai	1 514	1 567	3,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	81 935	84 623	3,3%
dont secteur privé	mars	58 355	60 623	3,9%
dont secteur public	mars	23 580	24 000	1,8%
demandes d'emploi de fin de mois	mai	6 645	7 363	10,8%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mai	7 320	7 938	8,4%
chômeurs indemnisés	avr	1 721	1 697	-1,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juin	742,4	787,1	6,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	5 386	5 798	7,6%
décision retrait cartes bancaires	juin	938	904	-3,6%
incidents paiements sur chèques	juin	11 021	10 928	-0,8%
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	2 953	2 858	-3,2%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juin	7 169	8 171	14,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	12 769	13 677	7,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	7 131	7 877	10,5%
Echanges				
nombre de touristes	mai	39 165	34 292	-12,4%
nombre de croisiéristes	mai	64 740	61 568	-4,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	avr	58,5%	52,8%	-5,7pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juin	5,30	9,62	81,5%
cours du nickel au LME en \$/lb	juin	6,78	8,79	29,6%
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mai	992	1 389	40,0%
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	mai	3 335	7 537	126,0%
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mai	22 294	22 861	2,5%
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	mai	23 521	30 747	30,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mai	469	391	-16,6%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mai	547	551	0,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mai	27 403	38 835	41,7%
part de ces produits dans le total des exportations	mai	91%	95%	4,05pt
total des importations (M FCFP)	mai	88 352	96 330	9,0%
total des exportations (M FCFP)	mai	30 033	40 752	35,7%
taux de couverture	mai	33,99%	42,30%	8,3pts
recettes douanières (M FCFP)	juin	19 533	21 233	8,7%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mai	185 697	205 877	10,9%
M1	mai	198 344	219 457	10,6%
M2	mai	282 330	311 046	10,2%
Dépôts à termes	mai	146 799	177 309	20,8%
M3	mai	429 693	488 517	13,7%
P1	mai	4 207	4 101	-2,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,85%	4,74%	-1,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	5,40%	4,41%	-0,99 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,83%	4,86%	-0,97 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <18 920 F CFP	janv	18,50%	17,17%	-1,33 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	mars	716 019	791 044	10,5%
	Ménages	308 911	332 827	7,7%
dont crédits à la consommation	mars	63 416	65 597	3,4%
dont crédits à l'habitat	mars	244 359	265 572	8,7%
	Entreprises	346 176	385 607	11,4%
dont crédits d'exploitation	mars	74 704	65 093	-12,9%
dont crédits d'investissement	mars	197 955	214 958	8,6%
dont crédits à la construction	mars	66 703	97 574	46,3%
	Collectivités locales	36 743	45 986	25,2%
dont d'investissement	mars	32 325	41 010	26,9%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	9 836	11 022	12,1%
créances douteuses brutes	mars	14 353	15 602	8,7%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,0%	2,0%	0, pt
ensemble des actifs financiers	mars	511 760	574 306	12,2%
	Ménages	288 975	304 914	5,5%
	Sociétés	152 879	182 303	19,2%
	Autres agents	69 906	87 090	24,6%
	dont assurances-vie	73 824	79 108	7,2%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 - Actualité régionale

Tuvalu au FMI

Tuvalu, le petit état insulaire est devenu, depuis la signature du 24 juin, le 187^e état membre du Fonds Monétaire International (FMI).

Nouvelle-Zélande- Emploi

En 2026, 15 % de la population active néo-zélandaise sera d'origine asiatique c'est-à-dire originaire de Chine, d'Asie du sud-est, ou encore indo-fidjienne. D'après une étude, cette population active asiatique est plutôt jeune et qualifiée, puisque 50 % appartiennent à la classe d'âge des 15-34 ans et sont diplômés.

Nouvelles mesures d'austérité pour l'économie fidjienne

Le contre amiral Franck BAINIMARAMA, à la tête du gouvernement fidjien, a présenté le 2 juillet 2010, une version révisée du budget 2010 sous le signe de la réduction des dépenses publiques. Il a insisté sur la nécessité d'une « discipline monétaire et fiscale annonçant l'instauration de nouvelles taxes : taxes de 4,5 % sur les assurances, taxes sur les légumes frais importés, augmentation des taxes au départ des vols internationaux, mais aussi l'allègement des taxes sur certains véhicules.

Ces réformes devraient permettre d'atteindre un niveau de recettes de 1,486 milliards de dollars fidjiens (soit 304 millions d'euros), pour 1,1715 milliards de dollars fidjiens de dépenses (soit 692 millions d'euros), afin d'atteindre un déficit budgétaire estimé à 4,9 % du PIB

Visite de M. FILLON en Nouvelle-Calédonie

Le Premier ministre, François FILLON s'est déplacé en Nouvelle-Calédonie pour une visite de 3 jours à compter du samedi 17 juillet 2010 dans le cadre des Accords de Nouméa. La Ministre de l'outre-mer, Marie-Luce PENCHARD, qui devait l'accompagner, a dû annuler son voyage pour raison de santé ce qui a compromis sa venue à Wallis-et-Futuna prévue à la suite du déplacement en Nouvelle-Calédonie.

3 – Brèves locales

Un nouveau roi au royaume de SIGAVE

Plus de onze mois après la démission de son précédent souverain, le royaume de Sigave a désigné son nouveau roi. M. Polikalepo KOLIVAI a été choisi par la chefferie de Sigave. Il a accédé au titre de Tuisigave lors de son intronisation, le samedi 3 juillet 2010.

Arrivée du nouveau Préfet des Iles Wallis- et-Futuna

M. Philippe PAOLANTONI, après 22 mois passés sur le Territoire comme Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des îles de Wallis-et-Futuna, a quitté son poste et Wallis le 28 juin 2010. Son successeur, M. Michel JEANJEAN, qui a déjà exercé des fonctions en Outre-mer, a été accueilli sur le Territoire le 12 juillet 2010 par la chefferie et les chefs de service de l'Etat. Il a pris ses fonctions le mercredi 14 juillet lors de la cérémonie de lever des couleurs.

Solidarité -Futuna

L'association Megamiouz de Nouvelle-Calédonie et l'USTKE ont envoyé 18 containers vers Futuna afin d'aider à la reconstruction de l'île durement touchée par le cyclone Tomas en mars dernier. Le chargement comprend du matériel (parpaings, tôles, ciment...) destiné à la construction de 17 maisons de 88 m2 ainsi que des vêtements et du matériel scolaire. Il sera réceptionné par la Croix-Rouge qui identifiera, avec la chefferie, les familles bénéficiaires prioritaires.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Légère hausse de M3, tirée par les dépôts à vue

en millions de F CFP	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 937	1 939	1 920	-0,98%	-0,88%
Dépôts à vue	3 143	2 873	3 041	5,85%	-3,25%
Total M1	5 090	4 811	4 961	3,12%	-2,53%
M2-M1	585	523	521	-0,38%	-10,94%
Total M3	6 411	5 974	5 989	0,25%	-6,58%

Concours à caractère bancaire

Baisse générale des concours sur un an

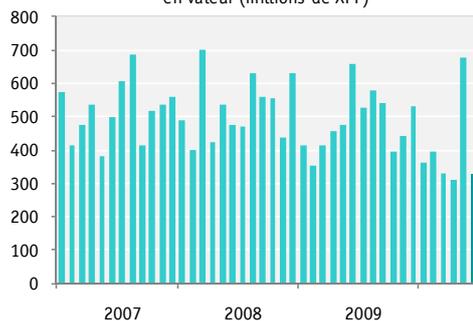
en millions de F CFP	mars-08	mars-09	mars-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	974	999	885	2,6%	-11,4%
Crédits à l'équipement	1 387	1 622	1 329	16,9%	-18,1%
Crédits à l'habitat	701	613	458	-12,6%	-25,3%
Autres crédits	236	235	154	-0,4%	-34,5%
Sous total	3 298	3 469	2 826	5,2%	-18,5%
Créances douteuses brutes	732	732	770	0,0%	5,2%
Total	4 030	4 201	3 596	4,2%	-14,4%

Compensation

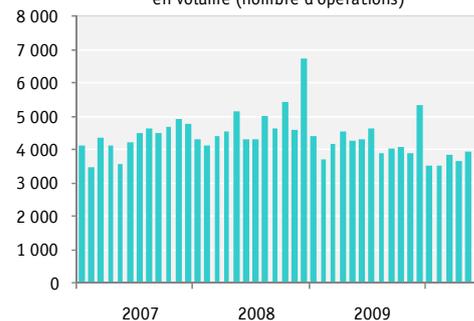
Forte baisse des opérations de compensation en valeur en juin 2010

	juin-09	mai-10	juin-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 322	3 924	3 773	22 274	-3,8%	-12,7%
Compensation (en millions de CFP)	657	678	330	2 402	-51,3%	-49,8%

en valeur (millions de XPF)



en volume (nombre d'opérations)



Incidents bancaires

Reprise des incidents bancaires au mois de juin

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	113	51	107	361	109,8%	-5,3%
Retraits de cartes bancaires	5	0	3	15	-	-40,0%

Interdits bancaires

Légère hausse du nombre d'interdits bancaires sur le mois

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	465	444	450	1,4%	-3,2%
- dont personnes physiques	453	433	437	0,9%	-3,5%
- dont personnes morales	12	11	13	18,2%	8,3%

Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	44	52	40	-23,1%	-9,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	14	13	-7,1%	-23,5%

Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1 ^e T 2010	102,91	-	-0,6%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés*		déc-09	1 978	-	-1,1%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	juin-10	549,8	32,5%	44,8%
	cumulées	juin-10	2 463,1	-	14,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juin-10	67,5	-11,1%	-18,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	juin-10	419,9	-	2,5%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	juin-10	192,4	-	-1,1%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4 ^e T 2009	5 015	-	-6,0%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	689	2,8%	12,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	169	-2,1%	0,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-10	2 243	-9,6%	0,1%
	cumulé	juin-10	13 785	-	8,2%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-10	1 022	2,5%	-13,2%
	cumulé	juin-10	6 012	-	1,0%
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	juin-10	11	-	-8,3%
	cumulées	juin-10	43	-	-8,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		juin-10	12	200,0%	-20,4%

*chiffres provisoires

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	mars	99,21	99,58	102,91	0,4%
Entreprises					
nombre d'entreprises**	déc	723	702	-	-2,9%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	-	12	13	8,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juin	-	353	382	8,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juin	-	-	41	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	-	27	28	3,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)*	déc	2 001	1 978	-	-1,1%
dont secteur privé*	déc	787	811	-	3,0%
dont secteur public*	déc	1 214	1 167	-	-3,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472,3	472,3	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	-	453	437	-3,5%
décision retrait cartes bancaires	juin	-	34	33	-2,9%
incidents paiements sur chèques	juin	-	107	113	5,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juin	-	586	742	26,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juin	-	309	287	-7,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juin	-	-	97	-
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	-	45	31	-31,1%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	juin	-	2 157	2463	14,2%
exportations	juin	-	-	-	-
recettes douanières	juin	-	605	612	1,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	juin	-	405	415	2,5%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	juin	-	195	192	-1,5%
Indicateurs financiers **					
Dépôts à vue	mai	-	3 143	3 041	-3,2%
M1	mai	-	5 080	4 961	-2,3%
M2	mai	-	5 665	5 473	-3,4%
Dépôts à terme	mai	-	746	516	-30,8%
M3	mai	-	6 411	5 989	-6,6%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	-	1 620	1354	-16,4%
dont crédits à la consommation	mars	-	1003	893	-11,0%
dont crédits à l'habitat	mars	-	613	458	-25,3%
Entreprises	mars	-	1 466	1129	-23,0%
dont crédits d'exploitation	mars	-	203	98	-51,7%
dont crédits d'investissement	mars	-	1 239	986	-20,4%
dont crédits à la construction	mars	-	0	0	-
Collectivités locales	mars	-	383	343	-10,4%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	-	136	112	-17,6%
créances douteuses brutes	mars	-	732	770	5,2%
taux de créances douteuses	mars	-	16,9%	20,8	3,9pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	mars	-	2 773	2519	-9,2%
Sociétés	mars	-	1 759	1798	2,2%
Autres agents	mars	-	4 003	3962	-1,0%
dont assurances-vie	mars	-	688	826	20,1%

*chiffres provisoires au 31/12/2009

**chiffres révisés

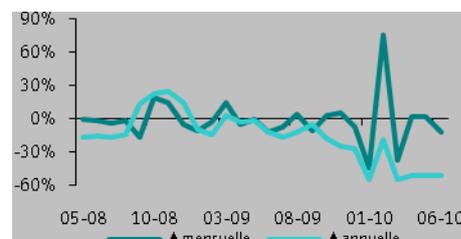
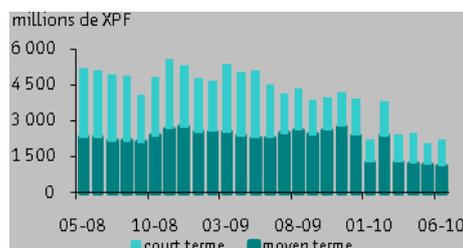
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse significative du refinancement tous termes confondus.

en millions de F CFP	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 188	1 340	1 095	-18,3%	-50,0%
Utilisations à moyen terme	2 145	1 077	1 023	-5,0%	-52,3%
Refinancement total	4 333	2 417	2 118	-12,4%	-51,1%



Cotation

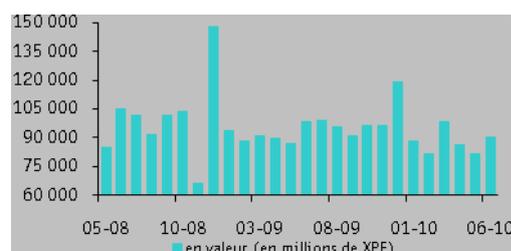
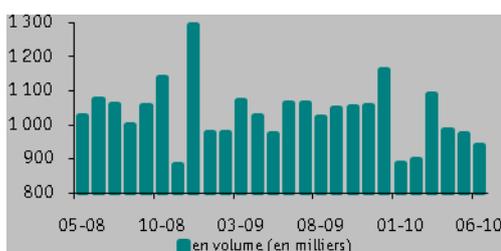
Diminution de la proportion d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10
Entreprises cotées :	4 670	5 639	5 863
dont éligibles au refinancement	1 650	1 602	1 638
en %	35,3%	28,4%	27,9%

Compensation

Baisse des opérations en volume et hausse des opérations en valeur au mois de juin.

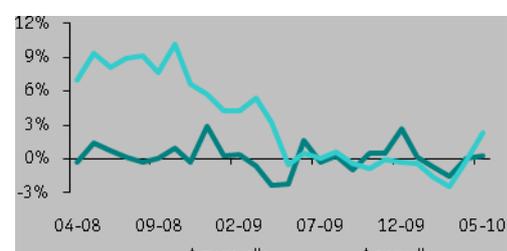
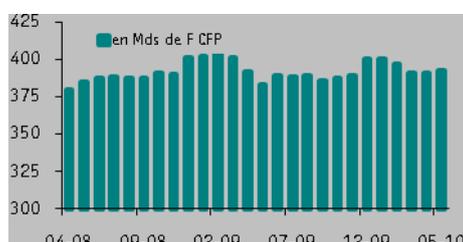
	mai-10	juin-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	974 218	938 137	-3,7%	5 772 163	-5,2%
Montant (millions de F CFP)	81 546	90 123	10,5%	526 088	-4,0%



Masse monétaire

Légère hausse de la masse monétaire sur le mois

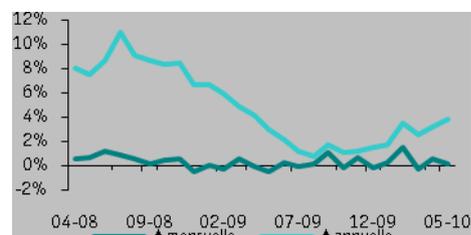
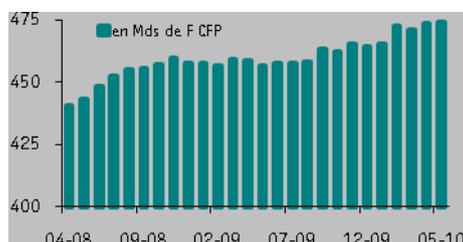
en millions de F CFP	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 700	14 217	14 524	2,2%	6,0%
Dépôts à vue	148 226	150 146	156 447	4,2%	5,5%
Comptes sur livrets	84 380	110 932	110 293	-0,6%	30,7%
Comptes d'épargne logement	211	221	221	0,1%	4,7%
Dépôts à terme	126 357	109 579	104 962	-4,2%	-16,9%
Autres	10 552	6 215	5 946	-4,3%	-43,7%
Total M3	383 425	391 310	392 393	0,3%	2,3%



Concours des banques locales à l'économie.....

Légère hausse de l'encours de crédit en mai.

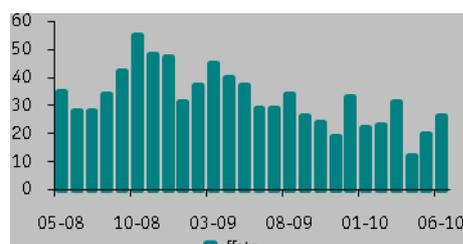
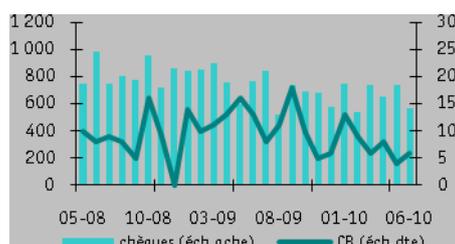
en millions de F CFP	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	134 397	139 276	141 034	1,3%	4,9%
Crédits d'équipement	62 207	63 538	63 694	0,2%	2,4%
Crédits à l'habitat	151 216	154 463	151 243	-2,1%	0,0%
Autres crédits	32 202	20 931	20 626	-1,5%	-35,9%
Créances dout. brutes	33 079	40 331	41 436	2,7%	25,3%
Total CCB	455 561	473 593	473 970	0,1%	4,0%



Incidents de paiement.....

Diminution significative des incidents de paiement sur chèques

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	809	766	601	-21,5%	-25,7%
- sur chèques	767	742	569	-23,3%	-25,8%
- sur effets	29	20	26	30,0%	-10,3%
- retraits de cartes bancaires	13	4	6	50,0%	-53,8%



Interdits bancaires.....

Légère hausse du nombre de personnes morales et physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 962	3 865	3 896	0,8%	-1,7%
- dont personnes physiques	3 523	3 415	3 443	0,8%	-2,3%
- dont personnes morales	439	450	453	0,7%	3,2%

3 – Brèves économiques locales

Mesures de soutien à l'économie.....

Redynamisation du centre ville de Papeete

Création du CARE

Le Conseil des ministres a validé mercredi 2 juin 2010 la création d'un comité consultatif relatif à l'animation commerciale du centre ville de Papeete pour faire face aux difficultés des commerçants. Il aura pour mission de redynamiser le centre ville à travers un plan d'actions dont les principaux axes concernent l'ouverture des commerces le week-end, la création d'une zone franche et l'assouplissement des formalités d'ouverture d'un commerce.

Le 7 juillet 2010, sous l'égide du ministère de la Reconversion Economique, la création du Comité d'Actions pour le Redressement Economique (CARE) a pour objectif de mettre en place des mesures s'articulant autour de trois axes : redonner de l'activité aux entreprises à court et moyen termes, pallier aux dysfonctionnements administratifs qui pèsent sur l'économie et élaborer un projet de réforme de la fiscalité. Le CARE est constitué des présidents de la CCISM, de la CS-BTP, de l'Ordre des Experts Comptables, de l'Association des Banques ainsi que du directeur de l'IEOM. Cinq réunions devraient se tenir entre le 29 juillet et le 3 septembre 2010 en vue de définir des mesures à même de redynamiser l'économie polynésienne.

Mesures en faveur de l'investissement

Parallèlement, des mesures visant à doper l'investissement des entreprises et des particuliers, tout en relançant l'activité dans les secteurs de la construction et de l'habitat, ont été validées en Conseil des ministres du 7 juillet 2010. Dans ce cadre, deux nouveaux dispositifs de prêts bonifiés devraient être mis en œuvre - le Prêt d'Accès à la Propriété (PAP) et le Prêt Incitatif au Logement (PIL)- ainsi que la Prime à l'Investissement des Ménages (PIM) versée lors du déblocage d'un prêt à la construction ou à l'aménagement d'un logement.

Energies renouvelables

600 millions Fcfp pour les énergies renouvelables

Le 9 juillet 2010, la Banque SOCREDO et la Banque Européenne d'Investissements (BEI) ont signé la convention « Ligne Environnementale II ». Par cette convention, la BEI octroie à la banque polynésienne une nouvelle enveloppe de 5 millions d'euros (600 millions de FCFP) destinée à soutenir des projets d'investissement liés aux énergies renouvelables.

Tourisme

COST : Stratégie touristique

Les premières commissions du Conseil d'Orientation Stratégique du Tourisme (COST), créé le 9 juin dernier et visant à définir une stratégie touristique pérenne pour le Pays, se sont réunies le 12 juillet 2010. Les membres ont jusqu'à la mi-septembre pour rendre leurs travaux et présenter, lors d'une première séance plénière planifiée à fin septembre, les objectifs à atteindre à moyen et long termes dans chacune des branches du secteur.

Bilan touristique post Eclipse

Le ministère du Tourisme a rendu public, le 15 juillet 2010, le bilan de l'Eclipse du 11 juillet 2010. Cet événement aurait attiré près de 5 500 touristes et généré un chiffre d'affaires de plus d'1,3 milliard de F CFP. Les retombées touristiques se sont donc avérées positives pour les compagnies aériennes et maritimes, les hôtels classés mais également la petite hôtellerie et la population des atolls éloignés.

Communes

Loi de Pays sur les communautés de communes adoptée.

La loi du Pays portant sur l'instauration des communautés de communes a été adoptée par l'Assemblée de Polynésie française le 6 juillet 2010. Ce texte permet à la Polynésie de confier aux communautés de communes les compétences en matière d'aménagement de l'espace (équipements collectifs, gestion de service publics...) et de développement économique. Le financement des actions initiées par ces groupements devrait être formalisé par une convention qui prévoit la participation financière de la Polynésie-Française.

Cette loi intervient dans un contexte où la SEP (Société Environnement Polynésien), en charge du traitement des déchets pour 12 communes, a fait part d'une dette des communes à son égard de l'ordre de 661 millions de F CFP à fin mai 2010. Les impayés devraient être étudiés au cas par cas et le remboursement étalé sur 2 à 3 ans.

Finances publiques

Politique budgétaire pour 2011

Dans le prolongement du premier séminaire gouvernemental du mois de juin 2010, ayant notamment dressé les contours de la situation financière du Pays, les membres du gouvernement se sont une nouvelle fois réunis le 8 juillet 2010 pour un séminaire de cadrage dédié à la préparation du budget 2011. Ce budget devrait traduire une volonté de maintenir l'effort d'investissement à hauteur de 30 milliards de F CFP.

3^{ème} collectif budgétaire

Parallèlement, une session extraordinaire de l'APF devrait être convoquée fin juillet 2010 en vue de procéder à l'examen du 3^{ème} collectif budgétaire. Ce dernier vise à répondre aux besoins urgents recensés dans le domaine de la Solidarité (2 milliards de F CFP prévus) et à apporter un soutien financier aux communes (400 millions de F CFP pour les communes à travers le FIP).

Télécommunications

Ouverture à la concurrence dans le secteur

Le Conseil des ministres du 7 juillet 2010 a attribué une Autorisation d'Utilisation des Fréquences (AUF) à la société Digicel Tahiti. La prochaine étape pour Digicel Tahiti est la validation du cahier des charges relatif à son implantation. Cette décision marque l'ouverture effective à la concurrence dans le secteur de la télécommunication.

Transport maritime

Départ du King Tamatoa

Après un peu plus de deux mois de rotations entre Tahiti et les îles Sous le Vent, le navire « King Tamatoa » a quitté définitivement la Polynésie le 5 juillet 2010. Mis en

redressement judiciaire fin juin et afin d'éviter la saisie conservatoire du navire demandée par les créanciers, le King Tamatoa, dont le propriétaire est la SNCM, a finalement levé l'ancre. La desserte des îles Sous-le-Vent sera assurée, à titre transitoire, par le Tahiti Nui à compter du 1er août pendant une période de six mois à un an.

Chambre de Commerce et d'Industrie

Inauguration de la première école de commerce à Tahiti

La Chambre de Commerce d'Industrie des Services et des Métiers de Polynésie Française (CCISM), qui fête ses 130 ans, a inauguré, mercredi 30 juin, son pôle entreprise et son école de commerce. Située dans le nouveau bâtiment de la CCISM, l'École de Commerce de Tahiti (ECT), devrait accueillir une soixantaine d'étudiants bacheliers en septembre 2010.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

Maintien du taux directeur par la RBA

Lors de sa dernière réunion du 6 juillet, la Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé de maintenir le taux directeur à 4,5 %. La RBA justifie cette décision par le fragile redémarrage de la croissance mondiale. Par ailleurs, les dépenses de consommation enregistrent une hausse modeste, reflétant une certaine prudence des ménages. Le crédit aux entreprises s'est stabilisé laissant présager une hausse de l'investissement des entreprises. Enfin, le marché du travail a continué de se raffermir laissant apparaître une légère croissance des salaires.

Nouvelle Zélande

Au premier trimestre 2010, la Reserve Bank of New Zealand enregistre une hausse du PIB de 0.6% marquant ainsi le quatrième trimestre consécutif de croissance après une longue récession. Cependant l'activité économique demeure encore en dessous du niveau observé avant la récession. Par ailleurs, l'indice de performance du secteur manufacturier a progressé de 54.4 à 56.2.

Les indicateurs de référence

	date	2009	m-1	2010	Δ mensuelle	Glissement annuel
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation - mai 2010 (base 100 décembre 2007)	mai	102,0	102,4	102,3	-0,1%	0,3%
Indice de l'emploi alarié dans le secteur marchand -avril 2010 (base 100 janvier 2000)	avr	125,3	121,8	121,7	-0,1%	-2,9%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	mai	454,4	1 043,1	578,5	-44,5%	27,3%
Importations (en M F CFP)	mai	11 032,8	11 967,9	13 818,3	15,5%	25,2%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai	2 213,3	2 058,5	1 824,4	-11,4%	-17,6%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	136	135	112	-17,0%	-17,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	439	450	453	0,7%	3,2%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai	2 048,2	1 863,2	2 417,9	29,8%	18,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai	2 306	2 906	3 088	6,2%	33,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin	267	289	298	3,1%	11,6%
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin	3 523	3 415	3 443	0,8%	-2,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai	187	796	296	-62,8%	58,3%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai	232,1	832,9	331,4	-60,2%	42,8%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mai	64,9	48,6	135,6	179,0%	108,9%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai	86,7	116,4	371,4	219,1%	328,4%
Industrie						
Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai	4,4	4,9	23,4	377,6%	431,8%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	jan	31,5	-	117,7	-	273,7%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai	55	57,8	66	14,2%	20,0%
Tourisme						
Trafic aérien (nb)	mai	41 941	39 744	39 302	-1,1%	-6,3%
Nombre de touristes	avril	11 230	10 547	10 271	-2,6%	-8,5%
Taux d'occupation hôtelière	juin	50,4%	53,3%	53,1%	-0,3pt	+2,7pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	mai	59 861	57 597	58 675	1,9%	-2,0%
Comptes sur livret	mai	88 734	104 309	103 712	-0,6%	16,9%
Dépôts à terme	mai	72 016	54 387	54 192	-0,4%	-24,8%
Entreprises						
Dépôts à vue	mai	64 550	75 095	81 878,2	9,0%	26,8%
Dépôts à terme	mai	43 336	42 858	37 159	-13,3%	-14,3%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	mai	89 772	87 431	86 388	-1,2%	-3,8%
Crédits à l'habitat	mai	125 874	130 724	130 875	0,1%	4,0%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	mai	42 729	50 476	53 178	5,4%	24,5%
Crédits d'équipement	mai	57 749	54 459	54 628	0,3%	-5,4%
Créances douteuses						
Créances douteuses brutes	mai	33 033	40 446	41 367	2,3%	25,2%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,55% à 6,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/08/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/06/2010	31/05/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,5420%	0,3300%	+ 0,212 pt	0,4100%	+ 0,132 pt
EURIBOR 1 mois	0,4850%	0,4290%	+ 0,056 pt	0,4530%	+ 0,032 pt
EURIBOR 3 mois	0,7670%	0,7010%	+ 0,066 pt	0,7000%	+ 0,067 pt
EURIBOR 6 mois	1,0410%	0,9890%	+ 0,052 pt	0,9940%	+ 0,047 pt
EURIBOR 12 mois	1,3060%	1,2600%	+ 0,046 pt	1,2480%	+ 0,058 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/06/2010	31/05/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,3489%	0,3386%	+ 0,203 pt	0,3476%	+ 0,194 pt
EURIBOR 1 mois	0,4460%	0,4230%	+ 0,023 pt	0,4790%	- 0,033 pt
EURIBOR 3 mois	0,7270%	0,6860%	+ 0,041 pt	0,7120%	+ 0,015 pt
EURIBOR 6 mois	1,0120%	0,9820%	+ 0,030 pt	0,9950%	+ 0,017 pt
EURIBOR 12 mois	1,2810%	1,2490%	+ 0,032 pt	1,2420%	+ 0,039 pt
TMO	3,3400%	3,3400%	+ 0,000 pt	3,7400%	- 0,400 pt
TME	3,1400%	3,1400%	+ 0,000 pt	3,5400%	- 0,400 pt
TRBOSP	3,3200%	3,1900%	+ 0,130 pt	3,7600%	- 0,440 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/06/2010	31/05/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/05/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/05/2010	31/12/2009
taux JJ	0,350%	0,410%	0,145%	0,160%	0,160%	0,430%	0,515%	0,575%	0,465%
3 mois	0,955%	0,750%	0,375%	0,345%	0,310%	0,305%	0,925%	0,830%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,980%	3,330%	3,840%	1,100%	1,270%	nd	3,350%	3,570%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,27%
Prêts à taux fixe	6,09%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,99%
Prêts à taux variable	5,35%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,25%
Prêts relais	5,96%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,39%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,93%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Dé couverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,61%		Dé couverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	97,2470	1 NZD/XPF	67,1875	1 HKD/XPF	12,4891	1 GBP/XPF	145,9716	
100 JPY/XPF	109,6900	1 AUD/XPF	82,8520	1 SGD/XPF	69,5406	100 VUV/XPF	93,3358	1 FJD/XPF	49,7900

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : juillet 2010 – Achevé d'imprimer le 20 juillet 2010 – N°ISSN 1955-8376

